

travagantes, mais s'ils les éliminaient, les économies ainsi réalisées ne seraient qu'une bagatelle comparée aux sommes requises pour réaliser une économie équilibrée. On pourrait croire, à les entendre, que les membres de la C.C.F. préconisent d'autres sources de revenu que celle de l'impôt. Cependant, un examen attentif de leurs déclarations démontre que leurs propositions relatives aux moyens de trouver les sommes nécessaires à l'administration ne portent que sur l'impôt; elles ne diffèrent donc pas des propositions des libéraux et des conservateurs progressistes.

Au cours du débat sur la question des subventions, l'honorable député de Melfort (M. Wright) disait que, sous un régime de la C.C.F., l'argent nécessaire au versement de subventions proviendrait du relèvement de la production. Quelle que soit l'impression qui puisse s'en dégager, ces paroles signifient simplement que l'argent proviendrait de l'impôt. En effet, quel que soit le degré d'accroissement de la production, tous les autres facteurs économiques augmentent dans la même proportion. Si la production nationale est doublée, l'écart entre le revenu et la production est également doublé, et aucun régime d'imposition ne pourra jamais assurer la distribution intégrale de la production nationale. Les propositions de la C.C.F. ne sont donc pas plus efficaces que celles des deux vieux partis; de fait, elles sont exactement du même genre.

Par conséquent, étant donné que tous nos principaux problèmes de production se ramènent à celui d'une insuffisance monétaire, je soutiens qu'il faut abolir complètement le régime de dette et d'impôt, si ce n'est, au besoin, pour assurer la redistribution d'une partie du revenu national et, le cas échéant, pour retirer les crédits en excédent. Tous les fonds dont le Gouvernement a besoin pour monétiser la partie du revenu national qui ne l'est pas doivent être fournis par l'État,—grâce à ses propres agents financiers,—libres de dette et d'impôt.

Lorsque nous remédierons à cet aspect fondamental de notre économie nationale, nous aurons trouvé la solution de tous nos problèmes. La nationalisation ou la socialisation d'une partie quelconque ou de l'ensemble de l'industrie et de la finance, que ces dernières constituent ou non des monopoles, est aussi inutile qu'inopportune, au point de vue de la distribution complète et équitable de la production nationale.

Les Canadiens, de leur propre initiative et en tant que partisans de l'entreprise privée, veulent et peuvent produire tout ce qu'ils pourront désirer. Aussi longtemps que le Gouvernement, à titre de mandataire du peuple,

[M. Kuhl.]

veillera à ce que l'entière production de la nation soit monétisée de façon à pouvoir être distribuée intégralement, je serai disposé à m'en remettre à l'initiative privée de l'accroissement de la production nationale au niveau qui pourra être désirable.

Pourvu que tous les Canadiens disposent constamment de ressources pécuniaires suffisantes pour être en mesure d'acheter leurs juste part de la production nationale, la sécurité économique et la liberté individuelle leur seront assurées.

Dans un monde où règne la confusion, les Canadiens sont plus à même que n'importe quel autre peuple d'affirmer leur autorité au sein de leur pays et d'établir une véritable démocratie qui leur vaudra un niveau élevé d'existence et la liberté d'en jouir. Ainsi, le Canada pourra démontrer au monde entier que les causes des désastres économiques, de l'agression et de la guerre, qui sont inhérentes à l'organisation de la société actuelle, peuvent être supprimées par les citoyens eux-mêmes. Telle est la tâche qui s'impose aujourd'hui pour le peuple canadien. Ils pourront se laisser entraîner apathiquement vers la route qui nous mène présentement au désastre, ou ils peuvent conduire le monde vers une véritable démocratie chrétienne grâce à laquelle toutes les nations pourront vivre en paix.

M. C. T. RICHARD (Gloucester): Monsieur l'Orateur, bien que le débat sur la motion dont la Chambre est saisie dure depuis plus de deux semaines, j'hésite à prendre la parole car les députés de l'opposition ont présenté tellement peu de propositions constructives qu'il n'y a pour ainsi dire rien à résumer...

M. SMITH (Calgary-Ouest): Ne vous en faites pas.

M. RICHARD (Gloucester): Je parle surtout des députés de l'extrême gauche. Pour ce qui est des détails du budget, je ne m'y arrêterai guère. Je tiens cependant à formuler quelques remarques d'ordre général sur la situation des Provinces maritimes. Je crois que ce sujet peut très bien se rattacher au débat actuel.

J'estime que si nous n'avons entendu aucune critique véritable de la part de l'opposition, ou même des journaux du pays, c'est sans doute que nos adversaires ont été pris par surprise et que les concessions prévues dans l'exposé budgétaire, au chapitre des impôts, vont beaucoup plus loin qu'ils ne s'y attendaient. En fait, avant la présentation du budget, on insistait tellement auprès du Gouvernement et du ministre des Finances